

## SANTÉ À BOUMERDÈS

## Lourd déficit en infrastructures

**Lors de sa prochaine visite, attendue dans quelques jours à Boumerdès, le Premier ministre prendra sûrement note que cette wilaya fait face à un déficit d'infrastructures lourdes (hôpitaux) pour atteindre la norme nationale en matière de santé.**

Cette norme nationale est d'un lit pour 1 000 habitants. Or, la wilaya de Boumerdès ne peut mettre actuellement à la disposition de ses malades que 0,40 lit pour 1 000 habitants. Le directeur de la santé, de la population et de la réforme hospitalière de la wilaya en question, Tayeb Mekki, pense que ce retard n'est pas une fatalité. «Avec la construction des hôpitaux prévus dans le plan quinquennal 2010-2014, nous atteindrons 0,70 lit pour 1 000 habitants et nous espérons rattraper ce retard lors du prochain plan quinquennal (2015/2019 ndr).» Pourquoi les statistiques des lits d'hôpitaux sont importantes ? Du fait que les lits ramènent dans leur sillage les autres fonctions de la santé — médicales (spécialités), paramédicales et financements du fonctionnement des infrastructures — elles restent le

meilleur indicateur de la couverture et du développement de la santé d'une région.

## Un plan pour résorber partiellement le manque

Pour la wilaya de Boumerdès, l'Etat a, certes, fourni des efforts, notamment au lendemain du terrible séisme qui avait ravagé en 2003 la région, mais beaucoup reste à faire. Au niveau des autorités locales, on s'y attelle pour combler ces manques grandissants. Jeudi passé, le wali, Kamel Abbès, a en effet remis, lors d'une cérémonie qui s'est déroulée au siège de la wilaya, l'ODS (Ordre de service) à l'entreprise italienne en charge de la construction d'un hôpital de 240 lits. Cet établissement sera implanté à la sortie est de la ville de

Boumerdès. Il coûtera 3,340 milliards de dinars — les équipements médicaux non compris — et sera probablement fonctionnel dans moins de 3 ans. Cet établissement sera doté de 8 salles d'opération et tous les équipements qui vont avec. Plus important, il abritera la nouvelle faculté de médecine qui sera rattachée à l'université M'hamed-Bougara de Boumerdès.

Pas loin de cet hôpital, le chantier d'un institut de formation paramédicale de 250 places pédagogiques et 250 places en internat est également lancé.

Cet institut coûtera à l'Etat 5,5 millions de dinars. «Avec le démarrage de cette institution, la wilaya comblera à moyen terme le déficit en agents paramédicaux», estime Mekki. D'ailleurs, nous explique-t-il, c'est le manque d'agents paramédicaux qui fait que seules 12 polycliniques sur les 35 recensées dans la wilaya fonctionnent en H24.

Pour en revenir aux infrastructures lourdes, en projet ou en construction, la wilaya s'est vu affec-

ter un hôpital psychiatrique de 120 lits qui est en construction à Boudouaou. En plus du projet de l'hôpital de la ville de Boumerdès cité plus haut, les autorités locales demandent le financement nécessaire (première tranche 1,5 milliard) pour la construction d'un complexe mère/enfant de 80 lits. Comme son nom l'indique, ce complexe aura à prendre en charge, l'obstétrique, la gynécologie et la pédiatrie.

Par ailleurs, pour rééquilibrer le nombre de lits d'hôpitaux vers les agglomérations de l'ouest de la wilaya : axe Boudouaou, Khemis El Khechna, Ouled Moussa, Ouled Heddadj, Hammadi,... à forte densité démographique mais dépourvues d'un hôpital, la direction de la santé de la wilaya a lancé les études pour l'implantation de deux hôpitaux, l'un à Boudouaou (120 lits) et le second à l'ex-Fondouc (70 lits).

En clair, les autorités de la wilaya attendent un financement plus important de l'Etat pour combler le retard en matière de lits d'hôpitaux.

## Des normes nationales à rattraper

En plus des déficits dans les secteurs des lits d'hôpitaux, Boumerdès, dont la population est estimée à 861 578 âmes, enregistre également du retard dans d'autres domaines : chirurgiens-dentistes : 1 pour 2 945 habitants (norme nationale 1/1 000), un médecin spécialiste pour 2 131 habitants (1/1000) et un généraliste pour 1 218 (1/1 000). Fort heureusement, il y a bien des secteurs où la situation est en équilibre pour côtoyer les normes nationales comme les salles de soins, une pour 8 017 habitants alors que la norme est de 1/8 000 et un agent paramédical pour 509 habitants (1/500). En matière d'infrastructures intermédiaires, avec ses 35 polycliniques, Boumerdès est probablement l'une des wilayas les plus dotées : une pour 23 817 habitants alors que la norme est d'une pour 25 000.

Au niveau des officines de pharmacie, Boumerdès frôle la saturation. L'implantation est de 1/3 989 alors que l'exigence du secteur est de 1/5 000.

Abachi L.

## AÏN DEFLA

## De nombreuses suspensions d'élus et d'administratifs dans les APC

**Face au nombre important d'élus et d'administratifs qui se sont mis en infraction avec l'article 43 du code communal et faisant l'objet de poursuites judiciaires, suite à des plaintes déposées par l'administration centrale, on ne peut que s'interroger sur ce phénomène, qui ne manque pas d'ébrécher, pour le moins, la crédibilité des cellules de base de l'Etat que sont les Assemblées populaires communales.**

Plusieurs mairies sont touchées par des scandales. On cite le cas des maires de Djelida et de Bir-Ould-Khelifa, qui ont tous deux été suspendus. A Djelida, en plus du maire, 6 autres fonctionnaires l'ont été aussi.

A Miliana, des mesures de suspension ont été prononcées à l'encontre de deux vice-présidents, à El Abadia 1, à El Mapien 3, à Zeddine

1 et à Aïn Soltane 1. S'agissant de fonctionnaires dans différentes communes, ce ne sont pas moins de 20 agents, assurant diverses responsabilités qui, impliqués dans des infractions, sont aussi suspendus ; et d'après certains bruits qui courent, la liste n'est pas close pour autant. Une remarque à noter, c'est que ces élus touchés par ces mesures de suspension sont

issus de différentes formations politiques, mesures qui ne manqueront pas de porter atteinte aussi aux partis qui les ont choisis pour les représenter, en principe, dignement.

Questionné à ce sujet, le chef de l'exécutif de la wilaya déclare assumer toutes ses responsabilités et ne fermer les yeux sur quiconque qui se permet de détourner les biens ou les deniers publics.

Par ailleurs, il ajoute que «si ces personnes sont reconnues innocentes des faits qui leur sont reprochés et blanchies par la justice, elles réintégreront leurs postes et recouvreront leurs droits, parce qu'une poursuite judiciaire n'est

pas une condamnation». Certains se plaisent à faire courir le bruit que seuls certains représentants de formations politiques sont ciblés par ces suspensions.

Cependant, cette thèse ne tient pas la route du fait de la diversité des couloirs politiques des personnes incriminées.

Le wali ajoutera : «Que ceux qui sentent que cette mesure les touche, n'ont qu'à introduire un pourvoi en cassation auprès de la chambre administrative territorialement compétente et dans ce cas, l'administration de tutelle se pliera aux décisions qui seront prononcées.»

Karim O.

## KHEMIS MILIANA

## 2 individus sous mandat de dépôt pour vol par effraction dans un magasin

**Lors d'une patrouille pédestre effectuée par les éléments de la Sûreté de daïra de Khemis Miliana dans différents quartiers de la ville, les policiers ont surpris en flagrant délit deux individus, âgés de 19 et 22 ans qui venaient de dévaliser un local commercial sis avenue Bougara, en plein centre-ville dans la nuit de dimanche à lundi dernier vers 3 h du matin.**

Interpellés et fouillés, les deux malfaiteurs étaient en possession de couteaux de marque américaine, d'une grosse cisaille servant à frasser les cadenas, un PC portable qu'ils

venaient de dérober et d'une somme de 5 540 DA.

Les deux individus ont été placés en garde à vue puis déferés au parquet. Après avoir été entendus par le procureur de la République, ils ont été placés sous mandat de dépôt en attendant d'être jugés pour vol qualifié par effraction.

Notons que depuis quelque temps, plusieurs vols de ce type ont été commis dans plusieurs quartiers. Il a été observé que la tranche horaire que choisissent les dévaliseurs de locaux commerciaux pour opérer se situe entre 2h et 5 h du matin, surtout dans les rues mal ou pas du tout éclairées.

K. O.

## MILIANA

## 3 dealers arrêtés et plus de 600 g de kif saisis

Les éléments de la Brigade de recherche et investigation, BRI, de Aïn Defla viennent de mettre fin aux agissements d'un groupe d'individus qui s'adonnait au commerce de la drogue dans les milieux de jeunes.

Exploitant une information faisant état d'un commerce de drogue aux environs des établissements, les policiers ont lancé une enquête qui a débouché sur l'identification de deux dealers. Après les avoir mis sous surveillance, les agents de sécurité ont procédé à l'interpellation des mis en cause en possession de deux lots de drogue pesant 495 g et 146 g plus une somme de 16 000 DA ainsi que deux armes blanches et un cutter pour la parcellisation des plaquettes.

Continuant leurs investigations pour remonter la filière, les policiers ont identifié le fournisseur dont la perquisition du domicile n'a donné aucun résultat. L'arrestation du troisième mis en cause a permis d'identifier une autre personne qui se trouve en état de fuite.

Les trois individus ont été déferés au parquet de Miliana. Après avoir été entendus par le procureur de la République lundi dernier, ils ont été placés sous mandat de dépôt.

K. O.